



## JUSTIFICATIF DE DÉPLACEMENT PROFESSIONNEL DURANT LES HORAIRES DU COUVRE-FEU

En application de l'article 4 du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire

Je soussignée, **Madame Marie Pierre RECHSTEINER, Directrice des Ressources Humaines du Groupe COVEA, Groupe d'assurances de 22000 collaborateurs, opérateur de services essentiels,**

certifie que les déplacements de la personne ci-après, entre son domicile et le ou les lieux d'exercice de son activité professionnelle ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, du fait de son organisation du travail, ne peuvent être différés ou sont indispensables à l'exercice d'activités ne pouvant être organisées sous forme de télétravail, et se retrouvera ainsi, à circuler pendant le couvre-feu instauré par le Gouvernement, c'est-à-dire après 18 heures et/ou avant 6 heures :

**Nom :**

**Prénom :**

**Date de naissance :**

**Lieu de naissance :**

**Adresse du domicile :**

**Nature de l'activité professionnelle :**

**Lieu(x) d'exercice de l'activité professionnelle :**

**Moyen de déplacement :**

**Durée de validité : jusqu'au 28 février 2021**

Fait à Paris, le 11 février 2021

Marie Pierre RECHSTEINER

DRH Groupe COVEA

Ce document, établi par l'employeur, est suffisant pour justifier les déplacements professionnels d'un salarié, qu'il s'agisse:

- du trajet habituel entre le domicile et le lieu de travail du salarié ou des déplacements entre les différents lieux de travail lorsque la nature de ses fonctions l'exige ;
- des déplacements de nature professionnelle qui ne peuvent pas être différés, à la demande de l'employeur.

Il n'est donc pas nécessaire que le salarié se munisse, en plus de ce justificatif, de l'attestation de déplacement dérogatoire.

Indiquer tous les lieux d'exercice de l'activité du salarié, sauf si la nature même de cette activité, qui doit être scrupuleusement renseignée, ne permet pas de les connaître à l'avance (par exemple : livraisons, interventions sur appel, etc.).

La durée de validité de ce justificatif est déterminée par l'employeur. Il n'est donc pas nécessaire de le renouveler chaque jour. Cette durée doit tenir compte de l'organisation du travail mise en place par l'employeur (rotations de personnel par exemple) ainsi que des périodes de congé ou de repos.